

Direction départementale de la  
protection des populations

Service prévention  
des risques environnementaux

**ARRETE**  
portant autorisation environnementale  
d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor

- VU le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017, notamment l'article 15 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1993, modifié par les arrêtés préfectoraux du 16 janvier 1997 et du 29 juin 1998, déclarant d'utilité publique l'instauration autour des retenues d'eau du « Val » et du « Pont Ruffier » des périmètres de protection réglementaires pour le compte du district urbain de Dinan ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1999, modifié le 2 octobre 2003, déclarant d'utilité publique l'instauration autour de la retenue d'eau de « Rophemel » sur la Rance, des périmètres de protection réglementaires et instituant des servitudes pour le compte de la ville de Rennes ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2014 établissant le cinquième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables dans le département des Côtes d'Armor pour la réalisation, l'entretien et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine (puits et forages) ;
- VU la demande présentée le 17 février 2017 complétée le 29 juin 2017 par l'EARL ELEVAGE de la JANAIE représentée par Monsieur Jérôme Denoual dont le siège social est situé au lieu-dit « La Janaie » à Guitté en vue d'effectuer à cette adresse :
- l'extension du cheptel porcin soit après projet 4566 animaux équivalents, la construction d'un bâtiment sur TRAC et d'une fosse ainsi que la mise à jour de la gestion des déjections ;
- VU la saisine de l'autorité environnementale le 10 mars 2017 ;
- VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer le 20 mars 2017 ;
- VU la saisine du service départemental d'incendie et de secours le 20 mars 2017 ;
- VU la saisine de l'agence régionale de la santé le 20 mars 2017 ;
- VU la consultation des conseils municipaux de Caulnes, La Chapelle-Blanche, Guenroc, Plumaudan, Brusvilly, Quédillac (35), Trévron et Yvignac-la-Tour ;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 16 août 2017 au 15 septembre 2017 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Guitté pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;

VU le résultat de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;  
VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 16 décembre 2017 ;  
VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 26 janvier 2018 ;

CONSIDERANT que l'élevage est existant et déjà autorisé ;

CONSIDERANT que la performance globale des émissions d'ammoniac sur le site d'élevage après projet permettra de garantir un niveau de résultat supérieur à ce qu'exige l'approche bâtiment par bâtiment (MTD) ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la demande d'autorisation déposée avant le 1<sup>er</sup> mars 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor ;

## ARRÊTE

### Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

#### 1.1. - Exploitant titulaire de l'autorisation

L'EARL ELEVAGE DE LA JANAIE, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « la Janaie » sur la commune de Guitté est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, à moins de 35 mètres d'un forage, un élevage porcin dont la capacité maximale est de **3 224 emplacements pour les porcs de production de plus de 30 kg et 4 566 animaux équivalents**.

### Article 2 : Nature des installations

#### 2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b)	A	élevage intensif	élevage de porcs	Nombre total d'emplacements	b) > 2000	1 place = 1 emplacement	<b>3224</b>	Emplacements
2102	1)	A	élevage, vente, transit, etc. de porcs	élevage	Classé au titre de la rubrique n°3660	/	Reproducteur = 3 AE  Porcs à l'engraissement et les jeunes femelles = 1 AE  Porcelet sevré = 0,2 AE	<b>4566</b>	AE

A : (autorisation)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 a) b) ou c)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

## 2.2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelles
Guitté	Élevage porcin	A2	N° 265-1051

## 2.3. - Effectifs autorisés

Type de production	Place animaux équivalents	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Truies, verrats, cochettes saillies	AE maternité : 204 AE gestante-verraterie : 840	344	310
Porcs charcutiers (>30kg)	3224 AE	3224	8909
Porcelets	270 AE	1350	9360
Quarantaine	28 AE		

## 2.4. - Conformité au dossier de demande d'Autorisation :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### ARTICLE 3 – Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

3.1. – conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, l'élevage est comporte une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête du lisier par raclage en « V » (système TRAC) des 1200 places engraissement (produisant deux coproduits ci-après dénommé « résidus organiques » et lisier raclé) ;
- un hangar de stockage du résidu organique produit de 214 m<sup>2</sup> ;

3.2. – La production annuelle de porcs charcutiers ne doit pas dépasser 8909 animaux dont 3600 produits sur raclage en « V ».

### 3.3. – Alimentation biphasé

3.3.1. – L'alimentation biphasé est maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

3.3.2. – L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur de l'environnement les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

#### 3.4 – Épandage sur des parcelles du plan d'épandage situées dans un périmètre de captage d'eau

Conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, l'épandage d'effluent d'élevage en provenance de l'élevage porcin sur les îlots du plan d'épandage situés dans le périmètre des captages d'eau du « Pont Ruffier » et « Rophemel » doit respecter les prescriptions des arrêtés préfectoraux du 20 juillet 1993 modifié et du 23 novembre 1999 modifié relatifs à ces captages d'eau.

#### Article 4 – Sécurité :

4-1. - L'installation électrique est conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

4-2. - L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

4-3. - Compte tenu des éléments transmis dans le dossier, les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie seront réalisés de manière à disposer simultanément et en permanence d'un débit de 150m<sup>3</sup>/heure pendant 2 heures soit 300 m<sup>3</sup>.

1/3 des besoins sera fourni par le réseau public (poteaux ou bouches d'incendie).

A proximité du site, les ressources en eau recensées pour faciliter la mise en œuvre des secours sont les suivantes :

- un étang de plus de 120 m<sup>3</sup> à 190 m au Sud ;
- une borne incendie à 330 m à l'Est ;
- deux étangs de plus de 120 m<sup>3</sup> à 600 m au Nord -Ouest.

Le complément des besoins sera fourni par une ou plusieurs réserves incendis aux caractéristiques suivantes :

- disponibles en toute saison ;
- être espacées les unes des autres de 400 m maximum ;
- être signalées ;
- être accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie ;
- disposer d'une aire de stationnement de 32m<sup>2</sup> (8\*4) permettant la mise en aspiration d'un engin d'incendie ou de 12m<sup>2</sup> (4\*3) pour une motopompe remorcabable.

#### Article 5 – Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers :

5.1. – Les inspecteurs des installations ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

5.2. – Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, est placé un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits après raclage.

5.3. – Une alarme visuelle ou sonore doit être installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

5.4. – Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières doivent être effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole doit être communiquée au service des installations classées.

5.5. – Débits et flux de pollution entrant dans le raclage en « V » :

Lisier brut	Flux annuel maximal
Volume	1728 m <sup>3</sup>
N Global	9936 kg
P2O5	4896 kg

## 5.6. – Débits et flux de pollution relatifs aux coproduits issus du raclage en « V » :

### 5.6.1. – coproduits à transférer

Résidus organiques	Flux annuel
Tonnage	613 t
N Global	5652 kg
P2O5	4320 kg

### 5.6.2. – coproduits TRAC liquide

Lisier raclé	Flux annuel
Volume	1115 m3
N Global	4284 kg
P2O5	576 kg

### 5.7. – Lisier brut

Lisier brut	Flux annuel
Volume	5854 m3
N Global	21 680 kg
P2O5	13 139 kg

### 5.8. – Déjections liquides

Coproduits Trac liquide+ lisier brut	Flux annuel
Volume	6 969 m3
N Global	25 964 kg
P2O5	13 715 kg

### 5.9. – Déjections liquides à transférer vers GIE OPTYLIS

Lisier brut + coproduits TRAC liquide	Flux annuel
Volume	2 842 m3
N Global	11 525kg
P2O5	6 088 kg

### 5.10. – Déjections à épandre

Déjections liquides + fumier	Flux annuel
Volume	4204 m3
N Global	14 706 kg
P2O5	7 848 kg

### 5.11. – Autosurveillance : suivi

L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement (raclage en « V ») ;

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;

Les vérifications et les mesures de volumes sont consignées par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées.

### 5.11. – Autosurveillance : bilan matière

5.11.1. – L'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières semestriels. Chaque bilan comprend au moins :

- un bilan des volumes de lisier raclé ;
- une analyse du lisier raclé (MS, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon doit être représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation) ;
- un bilan des volumes du résidu organique ;
- une analyse des résidus organiques (MS, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage des résidus ;

Les bilans sont adressés semestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils sont annexés au cahier d'exploitation.

### 5.12. – Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant.

### **Article 6 – Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des coproduits et lisiers :**

6.1. – Le lisier brut et le lisier raclé doivent être stockés dans des fosses et pré-fosses d'un volume total de 5 407 m<sup>3</sup>.

6.2. – Les résidus organiques doivent être stockés dans un local couvert de 214 m<sup>2</sup>.

6.3. – Tous les ouvrages de stockage doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

6.4. – Les épandages de coproduits et de lisier doivent être consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.

6.5. – Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise n'est pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

Conformément aux plans et mémoires du dossier, les coproduits obtenus ne peuvent en aucun cas être épandus dans des communes antérieurement situées en zones d'excédent structurel ni dans des communes situées en bassins versant algues vertes excepté celles situées en baie de la Forêt dans le département du Finistère.

6.6. – Le transport des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts sont consignés sur le cahier d'épandage.

### **Article 7 – Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement :**

La mise en service du système de traitement par raclage en « V » doit être réalisée dès la mise en service des 1 200 places engraissement à créer dans la porcherie n°7, conformément aux plans et mémoires annexés au dossier.

### **Article 8 : Nuisances olfactives et acoustiques**

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives et sonores susceptible de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif et/ou acoustique de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.



## **Article 9 - Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants**

« L'exploitant » est autorisé à prélever 5051 m<sup>3</sup> annuellement à un débit horaire maximal de 0,58 m<sup>3</sup>/heure pour le forage existant sur la section A2 parcelle 264 qui doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- ◆ Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.
- ◆ Un dispositif de comptage horaire ou volumétrique sera installé.
- ◆ Un disconnecteur sera installé si l'installation est raccordée à un réseau public.

Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

## **Article 10 - Dérogation aux niveaux d'émissions associés aux meilleures techniques disponibles MTD**

10.1. – Conformément à l'article R. 515-68 du code de l'environnement, l'exploitant a notifié son besoin de disposer d'une dérogation par rapport aux MTD, applicables le 21 février 2021. La procédure de dérogation doit être utilisée pour les cas où les niveaux d'émissions associés à la MTD ne sont pas atteignables ou lorsque l'atteinte de ces niveaux d'émission entraînerait une hausse des coûts disproportionnée par rapport aux bénéfices environnementaux. Les raisons ayant conduit à l'application de la dérogation et la justification des prescriptions imposées sont visées via le rapport de l'inspection.

10.2. – Une dérogation est accordée concernant les émissions atmosphériques d'ammoniac générées dans les bâtiments de gestantes-verraterie et de post-sevrage.

Considérant que l'exploitation, par son projet, relève nouvellement de la directive IED, les niveaux d'émission associés à la MTD 30 pour les gestantes-verraterie et les post-sevrage sont 2,7kg NH<sub>3</sub> / place / an et 0,53kg NH<sub>3</sub> / place / an, respectivement. Pour les bâtiments de gestantes-verraterie et de post-sevrage existants, une sur-émission de 231 kg NH<sub>3</sub> / an est calculée.

La dérogation est accordée jusqu'à la prochaine révision du document de référence (BREF) ; l'application de ces dispositions donne lieu à une réévaluation lors de chaque réexamen.

10.3. – La mise en œuvre de MTD consistera à choisir des techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

Le système TRAC devra être installé sur le bâtiment en projet, en raison d'un rapport coût/efficacité favorable. Il permettra de réduire l'émissions atmosphérique d'ammoniac par porc produit. Les couvertures des fosses de stockage prévues au dossier devront être mises en place, elles permettront de réduire l'émissions atmosphérique d'ammoniac. L'alimentation biphase, distribuée à tous les porcs, permet une réduction des rejets azotés et phosphorés.

10.4. – Dans tous les cas, l'obtention d'une dérogation ne dispense pas l'exploitant de mettre en œuvre une technique ou une combinaison de techniques de prévention et/ou de réduction des émissions la plus pertinente vis-à-vis des performances environnementales et des caractéristiques technico-économiques visant à se rapprocher des niveau d'émission associés aux MTD.

10.5. – Par ailleurs, l'obtention de cette dérogation au titre de l'article R. 515-68 du code de l'environnement ne vaut pas dérogation à une disposition relevant d'un autre chapitre de la directive IED ou de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 applicable à l'installation.

## **Article 11 - Prescriptions particulières relatives liées aux épandages**

L'exploitant doit disposer des matériels nécessaires à la mise en œuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

## **Article 12 - Obligation de transfert pour les co-produits solides issus du TRAC**

Les quantités exportées doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zones d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définis par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt-Fouesnant.

## **Article 13 :**

Les arrêtés préfectoraux du 9 mars 1993 et du 14 février 2014 sont abrogés.

## **Article 14 : Dispositions communes**

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## **Article 15 : Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Guitté pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Guitté pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- adressée à chaque conseil municipal consulté
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant un mois

## **Article 16 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour le pétitionnaire ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

## **Article 17 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Dinan, le maire de Guitté et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de Caulnes, La Chapelle-Blanche, Guenroc, Plumaudan, Brusvilly, Quédillac(35), Trévron et Yvignac-La-Tour.

Saint-Brieuc, le

**12 FEV. 2018**

Pour le Préfet.  
Le Sous-Préfet,  
Directeur de Cabinet

**Franck LEON**